

# JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg)	Tr. par an	Tr. par semestre	Tr. par trimestre
En ville	18 r.	9 r.	6 r.
En province	20 r.	10 r.	7 r.
En province (hors de Russie)	25 r.	12 r.	8 r.
En province (hors de Russie) (hors de l'Europe)	30 r.	15 r.	10 r.
En province (hors de Russie) (hors de l'Europe) (hors de l'Asie)	35 r.	17 r.	11 r.
En province (hors de Russie) (hors de l'Europe) (hors de l'Asie) (hors de l'Afrique)	40 r.	20 r.	13 r.
En province (hors de Russie) (hors de l'Europe) (hors de l'Asie) (hors de l'Afrique) (hors de l'Amérique)	45 r.	22 r.	15 r.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.  
à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
**Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au point de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouloks, 15.  
**Abonnements pour l'Intérieur:** adresser les lettres et l'argent à M. Wagner, Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouloks, n° 15 et à Moscou, chez Gauthier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.  
**Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouloks, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 30 janvier.

### Rescrit de S. M. l'Empereur

A S. A. I. MADAME LA GRANDE-DUCHESSE CATHERINE MIKHAÏLOVNA.

Altesse Impériale,

Par un ukase du 6 décembre 1872, adressé au sénat dirigeant, Notre défunt Père, se conformant au désir exprimé dans son testament, par l'Impératrice Marie-Féodorovna, Notre aïeule de bienheureuse mémoire, avait daigné ordonner de reconnaître comme établissements de l'Etat l'Institut d'obstétrique avec l'hôpital d'accouchements et l'Institut Marie, fondés par Elle, et de les confier au patronage de la Mère à jamais regrettée de Votre Altesse Impériale. Notre tante bien-aimée la grande-duchesse Hélène Pavlovna.

Pendant plus de quarante-quatre ans, Votre

Mère a exécuté religieusement, avec amour, avec un talent rare et souvent avec abnégation, les dernières volontés de Notre aïeule. Maintenant, qu'il a plu au Tout-Puissant de mettre subitement fin à une si bienfaisante activité en rappelant la grande-duchesse à Lui, Nous espérons, l'Impératrice et Nous, que ces établissements trouveront de nouveau une digne protectrice dans la personne de Votre Altesse Impériale, et Nous Vous adressons en conséquence la prière de les prendre sous Votre direction, dans les mêmes conditions où ils se trouvaient pendant la vie de la grande-duchesse.

Appréciant les hautes qualités de Votre cœur maternel, rempli d'amour du prochain et d'ardeur pour le bien public, Nous avons la ferme conviction que Vous dirigerez ces établissements dans le même esprit que Votre Mère défunte, et que sous Votre patronage éclairé ils continueront à prospérer, dans l'intérêt de la Russie, qui Nous est si chère.

Je demeure pour toujours, de Votre Altesse Impériale, le bienveillant

(Et de la propre main de Sa Majesté Impériale) et sincèrement affectueux

ALEXANDRE.

St-Petersbourg, 28 janvier 1873.

(Message officiel.)

DÉCORATION. Ordre de Saint-André, à l'aide de camp général et grand-veneur baron Lieven. (R. du 29 janvier.) (Invalidé russe.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Promotions au rang de conseiller d'Etat actuel et admissions à la retraite (le premier, pour cause de maladie et le second sur sa demande), les conseillers d'Etat en non-activité par suppression d'emplois, Koukharov, ci-devant médecin en chef du demi-hôpital de Bieltsy (prov. de Bessarabie) et Herath, ci-devant médecin en chef de l'hôpital militaire de Kamenné-Podolsky, établissements fermés depuis quelque temps. (Ord. du jour imp. du 28 janvier.)

POSTES IMPÉRIALES. Une section de poste vient d'être établie à Irghiz (fort d'Oural) dans la province de Tourgaï, en remplacement du relais autorisé à recevoir et délivrer les correspondances de toute nature. (Message officiel.)

## Bilan de la Banque de l'Etat au 29 janvier 1873.

ACTIF.	PASSIF.
<b>I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.</b>	
1 <sup>re</sup> Encaisse métallique:	
Or	186,591,896 99
Argent	9,362,676 74
Obligations du Trésor	197,788,055 77
Billets du 2 <sup>e</sup> emprunt extérieur à 4 1/2 %	1,823,712 94
2 <sup>e</sup> Découvert du trésor pour les billets de crédit.	566,086,395 23
	763,869,451
<b>II. Compte des opérations commerciales.</b>	
1 <sup>re</sup> Caisse:	
Or et argent en espèces et en lingots	1,819,778 44
Billets de crédit, à 4 %, etc., etc.	20,595,509 85
2 <sup>e</sup> Effets escomptés.	10,837,043 81
3 <sup>e</sup> Avances sur marchandises	40,014
4 <sup>e</sup> d'actions et obligations	4,555,648 74
5 <sup>e</sup> Effets en souffrance	1,068,412
6 <sup>e</sup> Obligations en souffrance	34,865
7 <sup>e</sup> Valeurs publiques appartenant à la Banque.	5,636,016 62
8 <sup>e</sup> Dépôts en garde (or et argent) (b).	1,897,587 96
9 <sup>e</sup> Capital des succursales	9,950,000
10 <sup>e</sup> Dépenses d'administration de la Banque, succurs. et autr.	36,989 24
11 <sup>e</sup> Divers	214,293 16
12 <sup>e</sup> Dépenses courantes pour compte du Trésor.	
13 <sup>e</sup> Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages.	5,127,414 75
14 <sup>e</sup> Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages.	2,438,413 38
15 <sup>e</sup> Sommes dépensées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a).	124,008,678 81
	188,377,296 86
<b>III. Liquidation des anciens établissements de crédit.</b>	
1 <sup>re</sup> Dette du trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit.	3,155,979 88
2 <sup>e</sup> Capital de la dette hypothécaire des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans)	109,558,136 68
3 <sup>e</sup> Dette du Trésor provenant de l'opération du rachat.	308,913,706 89
4 <sup>e</sup> Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothécaire.	7,915,106 04
5 <sup>e</sup> Dette spéciale du trésor provenant des avances faites sur l'opération du rachat.	3,651,050
	428,193,979 39

(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 309,072,605 r. 81 c.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience dimanche

passé, 28 janvier: MM. le lieutenant-général Kostandine, commandant de l'artillerie de la circonscription militaire de Varsovie, le lieutenant-général Fomine, ataman de campagne des troupes cosaques de la même circonscription, le général-major Khrapovitsky, commandant de la 34<sup>e</sup> division d'infanterie de ligne, le général-major Bezmozskow, attaché au gouverneur général du Turkestan; le général-major Hagenmeister, chef de l'Etat-major de la circonscription militaire de Finlande, le conseiller privé Somov, gouverneur de Tver, le conseiller d'Etat actuel Baldarev, gouverneur de Riazan, le conseiller d'Etat actuel Kojine, maréchal de noblesse de Vladimir, le conseiller d'Etat actuel Skrypitsine, maréchal de noblesse de Yaroslavl, le conseiller honoraire Zybine, maréchal de noblesse de Nijni-Novgorod, et le capitaine de corvette en retraite Kovalevsky, maréchal de noblesse intimaire de Kharkov.

— S. E. l'aide de camp général baron de Lieven a célébré hier, 29 janvier, à St-Petersbourg, son jubilé cinquantenaire de service dans les grades d'officier. Le baron de Lieven a reçu à cette occasion l'ordre de St-André. A 11 heures du matin LL. EE. le ministre de la guerre et le chef de l'Etat-major, ainsi que tous les officiers d'Etat-major présents à St-Petersbourg, se sont réunis chez le jubilaire pour lui présenter leurs félicitations. (Invalidé russe.)

— D'après le *Kievlianine*, le nombre des établissements d'éducation de toutes classes dans les provinces du Sud-Ouest est de: 1 université (celle de Kiev), 1 lycée, 7 gymnases, 3 progymnases, 1 collège, 1 séminaire d'instituteurs primaires, 1 académie de théologie, 3 séminaires ecclésiastiques, 13 écoles ecclésiastiques, 43 écoles municipales (à 2 classes), 233 écoles primaires, 45 établissements d'éducation privés, 1 institut de jeunes filles, 5 gymnases, 2 progymnases et 7 écoles du clergé pour jeunes filles, 1 école rabbinique et 33 écoles Israélites, 1 gymnase militaire, 1 école de porterie, 2 écoles d'aides-chirurgiens, 1 école d'agriculture et d'horticulture et 3 286 écoles de paroisse. Le nombre des élèves de tous ces établissements est de 105,000, dont 87,000 du sexe masculin et 17,500 du sexe féminin.

— La *Volk* publie le télégramme suivant:

«Moscou, 29 janvier. — Les juges de paix de Moscou se sont présentés hier dimanche chez M. Liamine, maire de la ville. M. le juge de paix honoraire Tarassov a prononcé un discours dans lequel il a exprimé le regret qu'il

provoque la corporation des juges de paix de la résolution prise par M. Liamine de quitter son poste.

— Le même journal annonce qu'un négociant de St-Petersbourg, récemment décédé, a légué à M. le docteur Botkine une somme de 20,000 roubles, qui doit être employée par le légataire à des secours aux étudiants les plus pauvres de l'Académie de médecine et de chirurgie où M. Botkine a fait ses études.

— D'après le *Messenger de Varsovie*, l'université de cette ville a chargé M. Andréievsky, professeur de mathématiques, de la représenter à Thorn à l'occasion des fêtes du jubilé quatre fois séculaire de la naissance de Copernic.

— Dans la séance de la Société d'horticulture qui a eu lieu le 27 janvier, M. Regel, vice-président de la Société, a annoncé qu'on procèderait sous peu à la plantation des grands arbres dans le nouveau jardin de la place de l'Amitié. Les arbres nécessaires seront pris au jardin botanique.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 27 et le 28 janvier 1873.

Sexe	Sexe	Total
masc.	fémin.	
<b>Malades au 27 janvier.</b>		
Cas nouveaux,	153	67
Gueris, 6	3	9
Décès, 7	3	10
Il restait en traitement au 28 janvier,		
Cas nouveaux,	151	66
Gueris, 9	2	10
Décès, 8	3	12
Il restait en traitement au 29 janvier,		
Cas nouveaux,	147	63
Gueris, 3195	1825	5020
Décès, 2026	1059	3115
Décès, 1048	647	1695

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

## NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Le service postal subit en ce moment les irrégularités auxquelles il est sujet chaque hiver, surtout par le chassé-neige; en revanche, le télégraphe nous apporte de graves nouvelles de Madrid.

Après un règne de deux ans à peine, le roi Amédée aurait jugé le moment venu de renoncer à la tâche de régner sur cette nation, jadis si grande, aujourd'hui le jouet

des intrigues et des ambitions des partis assez puissants pour se paralyser mutuellement, mais impuissants à tenir le gouvernement quand ils ont réussi à s'en emparer. On a dit que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent; quel gouvernement mérite donc un peuple qui n'en sait conserver aucun? Ce n'est pas sans de grandes appréhensions que le prince Amédée de Savoie s'était laissé amener à accepter cette couronne que les Cortès promenaient à travers les cours et dont la vacance semblait n'avoir servi qu'à fournir au gouvernement impérial de France l'occasion d'allumer la guerre la plus désastreuse que l'Europe moderne ait eu à enregistrer.

On rendra au roi Amédée cette justice qu'une fois sur le trône, il a pris au sérieux sa tâche, dont les difficultés ne lui échappèrent pas. Il a tenu aussi à rester scrupuleusement fidèle au serment qu'il a prêté en montant sur le trône. Vouant le gouvernement sous le régime de la Constitution que la nation s'était donnée et qu'il a dû accepter, il a essayé de le faire tout à tour avec les différents éléments dont se composait la représentation nationale. De toutes les fractions de la nation qui s'étaient unies en 1868 pour renverser le trône des Bourbons, jusqu'aux radicaux les plus exaltés — de ceux même qui inclinaient vers les idées républicaines — toutes avaient été appelées à exercer le pouvoir; aucune n'a su s'y maintenir. Fortes dans la négation, elles se sont trouvées réduites à l'aveu de l'impuissance, sinon de l'incapacité, quand il s'est agi, non pas même de réaliser les grandes idées de réforme dont chaque groupe est si prodigue dans les programmes et les discours, mais seulement de conserver l'ordre matériel et d'entourer le trône du respect et du prestige sans lesquels il ne saurait exister.

Chose triste à dire! Dans le cours de ces deux années écoulées depuis l'avènement du roi Amédée, ce n'étaient pas toujours les républicains ou les radicaux, ni les amis des dynasties déchues qui découvriraient le plus la nouvelle royauté; les chefs des partis relativement conservateurs, les Serrano, les Topete, les Sagasta, ceux-là mêmes sur l'appui desquels la monarchie devait compter, n'ont point su se départir d'un égoïsme étroit ni se décider

à faire le sacrifice de leur amour-propre mesquin, dût la nation en souffrir dans ses intérêts les plus vitaux.

Quoi d'étonnant qu'en face d'un pareil état de choses le roi Amédée ait jugé l'épreuve suffisante et ait pris la résolution de renoncer à une tâche pour l'accomplissement de laquelle il ne trouve pas, au sein de la nation qui l'a appelé, les éléments avec l'aide desquels seuls il pouvait réussir? Nous ne savons pas encore si cette résolution est aussi irrévocable que paraissent le faire croire nos dépêches. Quant au motif qu'en donne la *Correspondencia*, la divergence d'opinion entre le roi et ses ministres sur une question de promotion d'officiers — si tant est que cette affaire ait joué un rôle dans la circonstance, elle n'a pu être que la goutte qui fait déborder le calice. Pour espérer que la grave crise au-devant de laquelle l'abdication conduirait l'Espagne pourra encore lui être épargnée, il faudrait supposer que la perspective de cette crise aura fait naître chez les chefs des partis un élan de désintéressement patriotique auquel malheureusement leurs antécédents ne les prédisposent guère. Mais peut-être ce miracle sera-t-il opéré par les cris de joie que vont pousser les ennemis du régime libéral dont l'Espagne essaie depuis plus de trente ans, et dont malheureusement elle a su si peu tirer profit jusqu'ici.

Sur un autre point de l'Europe il y a eu de nos jours un prince dont la situation avait une grande analogie avec celle du roi d'Espagne. Lui aussi, à plus d'une reprise jouant au-dessus de ses forces ou de son ambition légitime la tâche qu'il avait assumée, et cela sur la demande du peuple qui se montrait si promptement disposé à oublier ce qu'il avait fait, il avait appelé le prince et non le prince qui s'était imposé. La vie en commun a cependant fini par devenir supportable et c'est l'éventualité même de la séparation qui a rendu plus gouvernables les pays moldo-valaques auxquels — on le sait — nous faisons allusion. Nous en demandons pardon à la fierté des Espagnols, mais il n'a pas dépendu de nous que cette analogie se présentât à notre esprit et ce n'est pas notre faute si les circonstances sont telles — que ce que l'on peut souhaiter de mieux à l'Espagne, c'est de voir ses hommes d'Etat et ses partis politiques imiter ce qui s'est passé à Bucharest.

En Prusse, le discours prononcé vendredi dernier par M. Lasker à la Chambre des Députés a réussi à concentrer l'intérêt général au point de faire reculer au second plan la question religieuse. Nous avons déjà dit hier qu'il s'agit d'un réquisitoire contre un haut fonctionnaire et plusieurs personnages de l'aristocratie, dont les opérations financières, à propos de concessions de voies ferrées, ont été fort sévèrement taxées par l'orateur. Nous ne pouvons donner qu'une analyse fort abrégée du discours de M. Lasker, qui, malgré l'aridité des détails, a tenu captive l'attention de la Chambre pendant environ trois heures et a produit une impression dont témoignent les paroles du comte de Roon, qu'on trouvera plus loin. Il est de toute convenance de faire ressortir que M. Lasker a constaté comme le résultat de la minutieuse enquête à laquelle il a procédé avant de faire ses révélations, — que l'administration prussienne en général est sortée parfaitement intacte et qu'un tout petit nombre d'individus ont pu se laisser entraîner, — quelques-uns par ignorance, — à prêter les mains à des illegalités ou à des opérations que la conscience publique reprouve.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Madrid, lundi 10 février.

La *Correspondencia* croit que les séances des Cortès seront suspendues pendant trois jours et qu'une proposition concernant l'abdication du roi leur sera présentée, si Sa Majesté persiste réellement dans son projet. Elles répondront, à ce qu'on assure, par un message repoussant respectueusement la proposition. Si le roi insiste, les Cortès feront une loi spéciale appropriée aux circonstances et éliront un régent. Le bruit court que l'abdication a été amenée par des divergences d'opinions entre le roi et les ministres relativement à l'affaire des officiers d'artillerie.

On dit — On dit que le roi abdique le Sénat et le Congrès se réuniront en une seule Chambre, en se déclarant en permanence. On insiste après du roi pour le faire revenir de sa détermination, mais il est fermement résolu à abdiquer.

M. Zorilla, de son côté, désire abandonner la politique, mais ses amis l'en dissuadent. Une proposition demandant que le Congrès se déclare en permanence a été présentée. Aucun désordre ne s'est produit; l'armée et la garde nationale sont disposées à maintenir l'ordre.

Au soir. — M. Zorilla, répondant à M. Figueras, a dit que la situation est grave: Le roi a manifesté samedi son intention d'abdiquer, dans laquelle il persiste malgré les efforts faits pour l'en dissuader. M. Zorilla a demandé un délai de vingt-qua-

tre heures, les Cortès ne pouvant pas provoquer un vote tant que l'abdication ne sera pas officielle. Le président du ministère a ajouté que le roi engage les républicains à ne rien précipiter.

### Autre dépêche.

Rome, mardi 11 février.

L'*Opinione* annonce que le gouvernement austro-hongrois a accepté le rôle d'arbitre dans la question du Laurium et que les puissances intéressées lui ont remis les documents nécessaires.

### Autre dépêche.

Vienne, mardi 11 février.

D'après la *Neue freie Presse*, dans la séance du conseil des ministres qui a eu lieu hier sous la présidence de l'empereur, Sa Majesté a approuvé le projet de loi sur la réforme électorale. Au dire de la même feuille, la majorité des députés galiciens serait résolue à ne pas prendre une attitude hostile contre la réforme électorale.

### BOURSE DE BERLIN DU 11 FÉVRIER.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 7/8 th. pour 100 r.  
A 3 mois sur St-Petersbourg, 90 th. pour 100 r.  
Prix des billets de crédit russes 82 5/8 th. pour 100 r.  
Prix de la demi-imprérial 5 th. 16 silb.  
Emprunt russe de 1882 92 1/2.  
Emprunt russe de 1883 91.  
Obligations consolidées de 1870 92.  
Emprunt russe 3 00 83 3/4.  
1<sup>er</sup> emprunt à lots et primes 129 1/4.  
2<sup>e</sup> emprunt à lots et primes 130 3/8.  
3<sup>e</sup> emprunt (1855) 91 1/2.  
Actions de la Grande Société des chemins de fer 94 1/2.  
Obligations du chemin de fer Nicolas 76.  
Obligations du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 1/8.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

### Allemagne.

PRUSSE. — La Chambre des Députés a continué le 8 février la discussion du budget de l'administration des chemins de fer, et s'est occupée incidemment d'une motion déposée par M. Lasker et demandant l'institution d'une commission d'enquête parlementaire à la suite des abus financiers signalés par lui dans son grand discours de la veille. Sur la proposition de M. Gottberg, la Chambre a décidé que la motion Lasker fera l'objet de débats spéciaux dans une des prochaines séances, puis l'assemblée a repris la discussion du budget de l'administration des chemins de fer.

Les journaux de Berlin du 9, que nous devons recevoir ce matin, nous faisant défaut, nous ne connaissons pas encore le résultat de cette séance du 8, mais vu la grande sensation que font à Berlin les révélations de M. Lasker sur les scandales financiers, nous reviendrons avec plus de détails sur la séance du 7.

Notons d'abord que la lettre adressée par M. le comte de Roon, président du ministère, au président de la Chambre des Députés, contenait, — outre les allégations que nous avons mentionnées hier, — un passage d'après lequel M. Lasker était désigné comme « fondé de pouvoirs » d'une grande maison de banque de Berlin, dont la concurrence aurait été évincée par MM. Wagner et consorts, et que... *inde irae*. Or, dès que M. de Forckenbeck eut donné lecture à la Chambre de cette communication du président du conseil, M. le comte de Roon a pris la parole pour exprimer son regret de ce que la lettre renfermât le passage en question, vu que l'assertion dont il s'agissait était inexacte, comme cela résultait d'informations ultérieures reçues par le ministre après l'envoi de sa lettre au président de la Chambre.

M. Lasker s'est à peine occupé de cet incident, du moment que M. de Roon exprimait son regret de l'avoir mentionné sans des garanties suffisantes de l'exactitude de ses allégations. L'infortuné orateur a immédiatement commencé à développer sa longue série d'incriminations contre les concessionnaires de certaines lignes de chemins de fer, et notamment celle de Wangerin-Conitz. Dans son réquisitoire de presque trois heures il a exposé dans tous ses détails le système inauguré par M. Strousberg et suivi par les spéculateurs de son école, MM. le prince de Puttbus, le prince Biron de Courlande et surtout le conseiller intime actuel et conseiller de gouvernement Wagner.

Comme ce haut fonctionnaire a été surtout l'objet des critiques de M. Lasker, nous résumerons brièvement les faits que l'orateur lui a imputés.

M. Wagner forme en 1870 une société par actions pour la construction de la ligne de Wangerin-Conitz. La Société se compose de trois personnes: MM. Wagner, Schuster et Oeder. Après avoir reçu du ministre compétent l'autorisation de former la Société, M. Wagner élabore les statuts, d'après lesquels les trois associés forment à la fois à eux seuls la direction et le conseil d'administration de la ligne pour tout le temps de la construction et pendant deux ans encore après la mise en exploitation. A la première assemblée générale, les actionnaires sont invités à accorder une bonification aux sociétaires, à leur titre de fondateurs. Or, ces statuts sont en contradiction avec la loi du 11 juin 1870 sur les sociétés par actions, — loi qui entre en vigueur le 10 juillet. Dans l'intervalle du vote et de la promulgation de la loi, c'est-à-dire le 5 juillet, les statuts sont approuvés par le ministre du commerce et des travaux publics.

Le 28 juillet, M. Wagner veut faire inscrire la société dans le registre des sociétés par actions. Le tribunal refuse, par la raison que les statuts sont contraires à la loi du 11 juin; que la Société n'a pas de conseil de surveillance, et que les versements de 10 0/0 à compte des actions n'ont pas été effectués. Les concessionnaires déposent une plainte, qui n'est

pas acceptée. M. Wagner s'adresse au ministre de la justice, M. Leonhardt, qui refuse de s'occuper de l'affaire; il recourt ensuite au ministre du commerce, M. d'Itzenplitz, qui déclare que, selon son opinion, «l'enregistrement des statuts de la Société ne tombe pas sous l'application de la loi du 11 janvier. » Sur un nouveau refus du tribunal de commerce, les trois associés se mettent à remanier les statuts. Ils convoquent une assemblée générale «d'hommes de paille, » se font voter une bonification de 40,000 th. et procèdent ensuite à la radiation du paragraphe des statuts qui stipulait l'allocation de cette bonification. Dans l'intervalle, le juge qui avait refusé l'enregistrement se trouve remplacé par un autre, qui dans l'état de 1871, enregistre la Société sur la base des anciens statuts, en vertu desquels MM. Wagner, Schuster et Oeder forment à eux seuls la direction et le conseil d'administration de la Société. La Société est donc en règle avec la loi, mais voilà qu'un différend surgit entre les trois associés, et M. Wagner se trouve tout à coup évincé par MM. Schuster et Oeder. Alors M. Wagner proteste solennellement, surtout contre M. Schuster, en déclarant, par lettre du 5 octobre 1871, que lui, M. Wagner, est « principal concessionnaire, » tandis que M. Schuster mériterait d'être traduit devant le tribunal criminel. Les choses ne vont cependant pas aussi loin, et les concessionnaires consentent à une transaction. M. Wagner reçoit la moitié des 40,000 th. de bonification et ses deux associés prennent à leur compte les actions souscrites par lui. Le consortium continue à prospérer, « d'après ce système Strousberg, » c'est-à-dire que, selon ses affirmations, il a été souscrit prétendument pour 7,360,000 thalers d'actions, tandis que, — d'après M. Lasker, — les souscriptions réelles ne montent qu'à 420,000 th.

« Tout ce que je viens d'exposer, — a dit l'orateur, arrivé à ce point de son argumentation, — est consigné dans des documents publics. Vous approuverez, messieurs, que je considère comme une obligation pour moi de séparer le nom de M. Wagner des noms de deux éminents personnages. L'un est le prince de Bismarck, dans les bureaux duquel M. Wagner a travaillé pendant longtemps; l'autre est le président du ministère, le feldmarschal comte de Roon, dans les bureaux duquel M. Wagner est encore aujourd'hui le fonctionnaire le plus élevé. Mais, messieurs, pendant que ces choses se passaient à Berlin, le prince de Bismarck et le comte de Roon étaient en France, et participaient à des exploits glorieux contre l'étranger; vous ne voudrez pas les rendre responsables d'actes de ce genre, même si ces actes sont imputables à leurs employés supérieurs. »

L'orateur a passé ensuite au « Système Strousberg » en général, qu'il a caractérisé en termes très mordants, en faisant ressortir surtout que ce système avait fait école et que « maints banquiers qui autrefois ne daignaient pas frayer avec un Strousberg sont devenus aujourd'hui à leur tour de petits Strousbergs. » Pour définir le système, M. Lasker a cité, entre autres, le fait suivant:

Il s'agit d'une entreprise au montant de plusieurs millions. Les entrepreneurs se partagent en un comité de construction et un comité financier. Les actionnaires prennent au pair (100 th.) toutes les actions non retenues par les entrepreneurs. Le capital entier est confié au comité de construction, qui cède toutes les actions à 72 th. au comité financier, c'est-à-dire avec une remise de 28 0/0. Pendant ce temps on a recueilli des souscriptions dans les campagnes; le capital est assuré; le comité de construction revend au pair les actions à lui cédées à 72 th. — et les deux comités se partagent le bénéfice. Or, les deux comités se composent des mêmes personnes!

M. Lasker a pris à partie après cela le prince de Puttbus, le prince Biron de Courlande, M. Thiene, premier employé de la ligne de Breslau-Varsovie, et M. Bernhardt, ancien enregistreur, et a décrit des spéculations auxquelles ces messieurs se sont livrés et auxquels ils ont participé dans le cadre du « système Strousberg. »

L'orateur a conclu en annonçant le dépôt d'une motion sur l'institution d'une commission d'enquête parlementaire.

Après le discours de M. Lasker, M. le comte de Roon, président du ministère, a pris la parole et s'est exprimé comme suit:

« Je n'ai jamais oublié, messieurs, avec plus d'intérêt l'exposé d'un sujet plus répugnant. Cela prouve évidemment de ce que tout ce que l'honorable préopinant a révélé d'essentiel m'était inconnu. Il a eu parfaitement raison de dire que si j'avais connu les faits comme il vient de les caractériser, je n'aurais pas écrit ma lettre à M. le président de la Chambre ou du moins je l'aurais rédigée dans un autre sens (Bravos). Mais, messieurs, je n'étais pas convaincu au même degré que M. Lasker l'était, et je devais remplir ce que je considérais comme un devoir. »

« Le gouvernement ne veut certes pas, — pas plus que quelque patriote que ce soit au sein de cette assemblée, — que la corruption atteigne la classe des fonctionnaires prussiens ou même que cette classe paraisse corrompue aux yeux de l'é

appréciation et me bornerai à proposer à mon collègue, le ministre du commerce, d'ordonner une enquête sur les actes incriminés, car je ne suis pas encore bien au clair sur la limite des faits intéressant le fonctionnaire comme tel et ceux se rapportant à la personne même de celui dont il s'agit. Quant à la motion annoncée par M. Lasker (institution d'une commission d'enquête parlementaire), je me réserve d'indiquer l'attitude du gouvernement lorsque la motion aura été réellement déposée.

Comme nous l'avons dit en commençant ce compte-rendu rétrospectif, la motion Lasker a été véritablement présentée dans la séance du 8 et son examen ajourné à l'une des prochaines séances.

#### France.

Nous croyons devoir reproduire les deux articles suivants du *Temps*, qui sont consacrés aux pourparlers engagés entre M. Thiers et la commission des Trente. Tous deux ont été publiés le lendemain de la séance tenue par cette dernière le 5 février :

Nous ne présumons pas trop de la constance de M. Thiers et de son esprit si fécond en ressources, lorsque nous émettons l'espoir qu'il rentre au dernier moment dans la voie tracée par le message, et qu'il y ferait bon gré mal gré rentrer la commission des Trente.

Après avoir laissé cette commission se complaire pendant deux mois dans une tâche très différente de celle que lui donnait le vote du 29 novembre, il lui a nettement rappelé sa mission, et lui a remis sous les yeux le programme constitutionnel auquel elle s'était jusqu'ici dérobée. « L'organisation des pouvoirs publics », telle que la commission des Trente affectait de la comprendre, n'était en réalité qu'un expédient de procédure destiné à neutraliser, au profit de la droite, la part légitime d'influence qui appartient au président, un règlement embrouillé et mesquin pour lequel le non même de *modus vivendi* eût été trop ambitieux. Quant aux dispositions organiques proprement dites, celles que le message déclarait nécessaires pour légaliser le présent et sauvegarder l'avenir, la commission n'en prenait nul souci, et elle se bornait à insérer, dans l'article 4 de son projet, une vaine déclaration sur l'éventualité d'une seconde Chambre.

Deux discours du président de la République ont suffi pour ruiner ce système et pour remettre sur pied le message.

Lundi, M. Thiers a battu en brèche l'organisation prétendue de la responsabilité ministérielle; hier, il a rappelé quelles lois il fallait faire pour préparer au pays un avenir politique acceptable. Il n'est revenu, dans cette dernière entrevue, ni sur les concessions qu'il avait faites ni sur les réserves qu'il avait maintenues; il n'a parlé que des lois organiques omises par la commission, et réclamées par M. Thiers comme partie intégrante de l'œuvre. L'organisation de la seconde Chambre et la loi électorale sont, à ses yeux, les deux points essentiels, et l'Assemblée n'aura rempli sa tâche qu'à la condition d'y pourvoir.

Cette affirmation, plusieurs fois répétée, nous ramène réellement au message, et tous ceux qui avaient applaudi à cette patriotique initiative seront heureux de voir renouer, après deux longs mois de pénibles incertitudes, le fil qui seul peut nous conduire à l'issue du labyrinthe. Mais M. Thiers ne s'est pas contenté de poser de nouvelles questions et d'en remettre la solution aux commissaires de la majorité; il leur a fait connaître, en termes généraux, son opinion, ou du moins ses tendances; il est ainsi allé plus loin que le message. Sur la question de la seconde Chambre, il a tout d'abord déclaré que le recrutement devait se faire par le suffrage universel, sauf à créer des catégories spéciales d'éligibles; il s'est ainsi prononcé pour l'unité du corps électoral. Quant à la composition de ce corps électoral, M. Thiers a livré à la discussion quelques idées, d'ailleurs fort contestables, sur la durée du domicile, mais il n'a paru admettre aucune autre innovation.

M. Thiers a refusé de se soumettre à l'ostentation parlementaire dans les Trente ont voulu le frapper, et de jouer ce rôle de roi constitutionnel, « qui ne sied pas, a-t-il dit avec une fine bonhomie, à un petit bourgeois n'ayant d'autres titres au gouvernement que sa parole et ses actes »; il ne veut pas de cette éviction déguisée, il préfère une franche révocation si la commission est en mesure de la provoquer. Enfin, après avoir refusé ce que les Trente s'étaient flattés de lui imposer, c'est lui qui prend l'initiative à son tour et qui les met courtoisement en demeure de donner à la République les rouages nécessaires à son fonctionnement. M. Thiers aura-t-il le gain de cause auprès des Trente ? Il est encore permis de l'espérer; en tout cas, devant l'Assemblée son triomphe est certain, et devant le pays, c'est déjà un fait accompli.

Nous aurons à examiner dans le détail les idées que M. Thiers et M. Dufaure ont formulées sommairement hier sur la constitution de la seconde Chambre et sur la réforme électorale. Pour le moment, nous devons protester au nom du bon sens et de la bonne politique contre les restrictions que le gouvernement et la majorité de la commission veulent apporter de concert aux conditions actuelles du suffrage universel. « Il n'a passé dans l'esprit de personne qu'on pût faire les élections prochaines avec la loi actuelle », affirme M. Thiers. On pourrait tout aussi bien dire : « Il n'a passé dans l'esprit de personne qu'une Chambre nommée par le suffrage universel puisse restreindre ce suffrage d'où elle tire ses pouvoirs. » Et par restriction, nous entendons purement et simplement la diminution par un procédé quelconque du nombre actuel des électeurs : c'est ce nombre qu'il faut laisser intact, parce qu'il est le fond même du suffrage universel, le suffrage universel vivant, présent, permanent, personnel en un mot. Le reste est affaire de forme, de procédure, de réglementation; avant comme après, tout citoyen jouissant de ses droits civils et politiques, peut se dire : Je vote, donc je suis.

M. Thiers préfère le scrutin par arrondissement au scrutin par département : affaire de forme. M. Dufaure pense que la Chambre nouvelle ne doit pas contenir 750 membres : la volonté des électeurs est-elle mieux exprimée et plus aisément réalisée par une représentation réduite que par une représentation large ? Ceci peut se discuter, c'est affaire d'application et de pratique. Quant au domicile, c'est autre chose : M. Thiers, il est vrai, considère le domicile, non comme un obstacle légal, mais comme une garantie qui lui paraît nécessaire pour mettre hors de doute l'identité de l'électeur, le droit de tout individu à la carte électorale dont il est porteur; il ne faut pas laisser voter des inconnus. Cette préoccupation est fort naturelle, elle est celle de tous les hommes sérieux, et elle doit trouver dans la procédure électorale la plus grande satisfaction possible; si c'est bien là ce que veut M. Thiers, s'il entend faire du domicile, non une restriction, mais une garantie d'identité, si c'est

en un mot la sincérité, pour ainsi dire, matérielle du suffrage qu'il s'agit d'assurer, il ne saurait y avoir de divergences d'aucun côté de l'Assemblée, comme M. Arago a eu soin de le bien marquer. Malheureusement, ce qui est le moyen pour M. le président de la République est le but pour la majorité de la commission. Réduire les collèges électoraux par en bas, voilà ce que la droite a voulu faire le 31 mai 1850 et ce qu'elle veut refaire aujourd'hui : M. de Broglie a même tenu à savoir jusqu'où irait M. Thiers dans cette question du domicile, afin sans doute de l'y suivre et au besoin de l'y amener; M. de Lacombe a d'autre part laissé voir que si M. Thiers demandait le domicile pour avoir l'identité, la droite demande l'identité pour avoir le domicile; enfin M. Sacaze, s'abandonnant à la logique de ses propres idées, a posé la question de l'âge électoral : ici M. Thiers s'est arrêté, il a senti à quelle entreprise redoutable on le conviait et il s'en est tenu au domicile, dont il brave, dit-il, les inconvénients. Nous craignons seulement qu'il ne les ait pas mesurés; il les connaît cependant : lui-même a rappelé avec une franchise qui lui fait honneur la faute qu'il avait commise avec la majorité parlementaire de 1850 et que le 2 décembre vint mettre si cruellement en lumière.

Qu'était-ce donc que cette loi du 31 mai ? elle ne touchait pas à l'âge, elle portait le domicile obligatoire dans la commune de six mois à trois ans, et elle faisait constater ce domicile par l'inscription au rôle des contributions directes, la déclaration des ascendants ou des patrons; la réforme qu'on nous propose est donc, sinon la loi du 31 mai elle-même, du moins le point de départ de cette loi. Or cette même loi a servi, comme M. Thiers l'a reconnu lui-même, à dépopulariser l'Assemblée et à préparer l'empire; comment peut-on songer à la restaurer, même en partie ?

Ce n'est pas que le gouvernement et la commission se fassent une complète illusion sur l'effet d'une telle mesure, car la commission voudrait se faire proposer la loi par le gouvernement, et le gouvernement aimerait mieux visiblement laisser faire la commission électorale et plus tard la commission des Trente. De chaque côté on s'efforce de rejeter sur l'autre cette besogne désagréable; le gouvernement et la commission voudraient tous deux manger les marrons, mais aucun d'eux ne voudrait les tirer du feu de peur de se brûler les doigts.

Heureusement le débat comporte à peine, et nous comptons sur les amis éclairés de M. Thiers, de l'Assemblée et de la paix publique, pour épargner à notre pays ce nouvel élément de discorde et d'agitation; le mot d'ordre doit être : réglementation du suffrage universel dans la mesure indiquée par l'expérience, maintien intégral du nombre actuel des électeurs.

Voici le texte de la loi sur l'ivresse votée par l'Assemblée le 23 janvier 1873 et publiée le 4 février par le *Journal officiel* :

Art. 1<sup>er</sup>. Seront punis d'une amende de 1 à 5 fr. inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Les art. 474 et 483 du code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

Art. 2. En cas de nouvelle récidive, conformément à l'art. 483, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 fr.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

Art. 3. Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants :

- 1<sup>o</sup> De vote et d'élection;
- 2<sup>o</sup> D'éligibilité;
- 3<sup>o</sup> D'être appelé ou nommé aux fonctions de jurés ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois;
- 4<sup>o</sup> De port d'armes.

Pendant deux ans, à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

Art. 4. Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement les cafetiers, cabaretiers et autres débiteurs qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans récomplets.

Toutefois, dans le cas où le débiteur sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur; s'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Les articles 474 et 483 du code pénal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

Art. 5. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs, les cafetiers, cabaretiers et autres débiteurs qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus audit article.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou de l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 6. Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être déclarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'art. 3.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées par l'art. 3 du décret du 29 décembre 1851.

Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débiteur la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

Art. 7. Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 fr. quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis.

Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6, tout cafetier, cabaretier et autre débiteur de boissons qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable, soit du même fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus en l'art. 4, 1<sup>er</sup>, dans le délai indiqué en l'art. 5, 2<sup>o</sup>.

Art. 8. Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordon-

ner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

Art. 9. L'art. 463 du code pénal sera applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende portées par la présente loi.

L'article 59 du même code ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 10. Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents seront transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

Art. 11. Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

Art. 12. Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous les cabarets, cafés et autres débits de boissons.

Un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires et à tous les cabaretiers, cafetiers et autres débiteurs de boissons.

Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché sera condamnée à une amende de 1 à 5 fr. et aux frais du rétablissement de l'affiche.

Sera puni de même toute cabaretier, cafetier ou débiteur chez lequel ledit texte ne sera pas trouvé affiché.

Art. 13. Les gardes champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, chacun sur le territoire sur lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions.

Un des collaborateurs du *Figaro* lui fournit les renseignements suivants sur la colonie pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie, qui sert actuellement de lieu de détention pour les condamnés français :

Une circonstance heureuse nous permet aujourd'hui de donner des détails sur l'installation de détenus politiques de la Nouvelle-Calédonie.

Il y a, on le sait, plusieurs points, dans le groupe d'îles formant l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, qui sont affectés aux dépôts des transportés politiques condamnés à la détention dans une enceinte fortifiée, et des foyers évacués des divers bagnes de France; car, il ne faut pas croire que les hommes condamnés à la peine de l'enceinte fortifiée jouiront de leur liberté.

Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, M. Gautier de la Richerie, capitaine de vaisseau, dès qu'il fut averti, lors de l'arrivée du *Jura*, des prochains envois qui allaient être faits, s'empressa de faire une tournée à bord du *Surocou* pour désigner les points de l'île où seraient débarqués les nouveaux venus, et prendre toutes les mesures nécessaires à leur installation.

Lorsque le premier transport arriva à Nouméa, en janvier dernier, il amenait les forçats évacués de Brest et de Toulon. Il n'y avait à bord que deux membres de la Commune, Urbain et Trinquet, qui, du reste, dans la traversée, avaient été séparés des autres individus. Aussitôt débarqués, ils furent laissés libres, et ils s'occupèrent immédiatement de chercher à gagner leur vie.

Trinquet reprit son ancien métier de cordonnier, et aujourd'hui il fait des chaussures pour les forçats au pénitencier central de l'île Nou. Ainsi passe la gloire du monde ! Avoir été à la tête de la capitale de la France et être aujourd'hui forcé de s'agenouiller devant des forçats pour les chausser. Misère et corde ! dirait Thomas Vireloque.

Quant à Urbain, l'ancien instituteur, il travaille à bord du *Jura*, s'occupant de divers ouvrages.

Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie a fait promptement réparer les travaux de fortifications qui sont autour de Nouméa, et quelques casernes servent de prisons temporaires pendant qu'on élevait des constructions en pierres, constructions qui sont devenues définitives et typiques.

Nous avons dit qu'il y avait plusieurs dépôts de condamnés. Nous allons parler d'abord du principal, celui de l'île Nou, plus connu sous le nom d'île du Bonnet.

La garde de l'île est confiée à un poste de vingt-cinq hommes d'infanterie de marine, commandés par un sergent. La direction des services pénitentiaires est entre les mains d'un ancien officier retraité, M. le colonel Charrière. Le personnel médical se compose de trois médecins de marine, le service administratif d'un commissaire et d'un aide-commissaire.

Le dépôt de l'île Nou est destiné aux hommes réputés dangereux. En effet, ils ne sortent jamais, même pas pour aller aux provisions dans l'île, et sont constamment enfermés. Pour prévenir toute tentative de rébellion, aucun instrument de fer n'est laissé à leur disposition, et tous les ustensiles de table sont en bois.

Tous les matins un canot se rend de l'île Nou à Nouméa pour aller chercher des provisions et de l'eau. C'est ce qu'on appelle la *Poste aux choux*, comme à bord des navires, mais ces canots sont montés par des forçats libres, car beaucoup d'entre eux jouissent d'une entière liberté.

Toutes les maisons, construites en pierre, ont été élevées par les premiers arrivants, et il se trouve que tandis que les condamnés sont enfermés dans des bâtiments solides et bien établis, les gardiens, les chefs, l'aumônier, habitent encore des constructions en torchis.

Comme vêtements, les déportés sont habillés d'une façon assez semblable à celle des matelots pendant l'hiver. L'hiver, on leur donne des habillements en molleton gris. Les détenus politiques ne portent pas, comme les forçats, le numéro d'ordre sur leurs habits ni sur leurs coiffures.

Quant aux déportés purement et simplement, et même les dangereux dont la conduite ne laisse absolument rien à désirer, ils sont entièrement libres dans l'île, à la seule condition de ne pas trop s'écarter d'un certain rayon et de répondre à l'appel tous les huit jours.

Chaque dépôt de condamnés a sa spécialité de cultures. A Nouméa même, ils se livrent surtout à des travaux de terrassement et à l'exploitation des carrières. C'est ainsi qu'une partie, près de la moitié de la butte Coneau, qui masquait complètement la ville de Nouméa, a été nivelée, que des routes s'ouvrent partout dans l'intérieur de l'île, et qu'ils viennent d'établir un magnifique boulevard traversant Nouméa d'un bout à l'autre et passant devant l'hôtel du gouvernement.

Quelques-uns des transportés ont construit des maisons très confortables en pierre, et cultivent dans leur jardin des bananes, des ananas et des légumes.

Malheureusement, beaucoup de jardins souffraient faute de bras; mais depuis l'arrivée du *Rhin* et du *Jura*, la culture a repris un peu.

Les condamnés viennent aussi de terminer un superbe hôpital qui dépasse, comme installation et aménagements intérieurs, celui primitivement élevé aux frais du gouverne-

ment. Distingons chaque dépôt avait sa spécialité. C'est ainsi qu'à Kanala, on exploite principalement les forêts pour en utiliser les bois; à Bouray, c'est plutôt la culture de la canne à sucre qui domine, et à Nouméa, les constructions ou les travaux de terrassements.

Dans la baie du Sud, les détenus ont créé des parcs aux hêtres, qu'ils vendent ensuite aux navires qui viennent en relâche, ou qu'ils échangent contre du tabac, des vêtements et des outils.

Dans d'autres localités, à Bouray, par exemple, les détenus habitent dans des familles de colons, concourent à la même payotte que le maître de la maison, mangent à sa table, et se livrent à des travaux divers qui leur rapportent des salaires variant quelquefois entre 20 et 30 francs par mois.

Et, comme nous l'avons dit, ce ne sont pas seulement les condamnés à la déportation simple qui jouissent de ces avantages, mais aussi ceux condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée qui se sont signalés par leur bonne conduite, ainsi que les forçats arrivés les premiers à la Nouvelle-Calédonie.

Le dimanche dans l'après-midi, la musique vocale et instrumentale qu'ils ont organisée se fait entendre sur la place devant l'hôtel du gouverneur, et ce n'est pas une des moindres distractions de Nouméa, à voir l'empressement des colons à y assister.

Au résumé, on voit que pour la plupart de ces hommes condamnés, qui sont habitués à travailler, la situation n'est pas terrible. Il vont trouver en arrivant de quoi s'occuper, seront mis en possession de terres dont le rapport suffira à leurs besoins, et pourront, avec du travail et de la conduite, devenir à leur tour propriétaires. Ce jour-là ils deviendront conservateurs et mettront à défendre leur propriété contre toute attaque, autant d'acharnement qu'ils en ont déployé pour renverser celle des autres.

On parle de quelques dissentiments entre M. Thiers et M. de Goulard, mais nullement à propos de la mairie unique de Lyon, M. de Goulard étant d'accord sur ce point avec ses collègues et avec le président de la République. Il s'agit simplement de la question, toujours pendante, de la nomination d'un secrétaire général, sous-secrétaire d'Etat, au département de l'intérieur. M. de Goulard persiste à ne point accepter comme tel M. Fournier, que M. Thiers désire investir de ces fonctions. De là les dissentiments dont il est question. Quant à la retraite de M. de Goulard, il n'en a jamais été parlé.

La commission chargée de l'examen du projet relatif à la réédification de la colonne Vendôme a décidé qu'elle entendrait le ministre des beaux-arts, M. Bidard, auteur du projet tendant à faire reconstruire la colonne aux frais de M. Courbet.

La discussion s'est engagée à propos du couronnement de la colonne. Plusieurs membres de la commission, et parmi eux M. Ricard, qui a longuement développé son opinion, ont d'avis que la colonne doit être réédifiée telle qu'elle l'était et surmontée de la statue de Napoléon I<sup>er</sup>.

Plusieurs commissaires pensent que le projet ne devrait donner lieu à aucun débat public, et être compris dans le projet relatif à la reconstruction des monuments incendiés, sur les fonds spéciaux du compte de liquidation.

#### Grande-Bretagne.

Nous croyons utile d'emprunter au *Nord* la correspondance suivante, qui lui est adressée de Londres, le 4 février :

Il est curieux de remarquer la persistance avec laquelle le *Times* profite de chaque occasion pour recommander au gouvernement anglais de se débarrasser du Canada. Si l'organe de la Cité mérite la réputation d'interprète exact des sentiments et des opinions qui existent à l'égard latent dans le monde des affaires, il est permis d'en conclure que les financiers et les commerçants anglais redoutent un conflit avec les Etats-Unis encore plus que les prétendus empétements de la Russie. Aucun publiciste anglais n'a encore proposé de renoncer à l'occupation de l'Inde, tandis que les brochures et les articles tendent à démontrer l'inutilité des colonies transatlantiques se comptent par centaines. Naturellement, ces doctrines ne sont pas du goût de ceux qui voudraient voir le Foreign-Office continuer les traditions de la « politique impériale » d'autre fois, et les organes conservateurs ne manquent pas d'insinuer que le libéralisme bourgeois, actuellement dominant, amènera fatalement le démembrement de l'empire et fera tomber l'Angleterre au niveau de la Hollande. C'est là ce qu'a fait M. Tennyson dans son ode à la reine. Mais le *Times* n'accepte pas humblement les critiques du *Laureate*, bien au contraire. Il se redresse avec fierté et déclare que tout en méprisant le patriotisme affecté des hommes qui l'accusent de sacrifier aux intérêts matériels la grandeur morale de l'Angleterre, il consentira à discuter avec M. Tennyson pour lui prouver que le véritable patriotisme consiste à travailler en vue de l'avènement de la race anglaise.

Selon le *Times*, le Canada est destiné à devenir une grande nation, faisant contrepoids à la prépondérance excessive des Etats-Unis; et pour accomplir cette mission, il faut d'abord qu'il apprenne à ne compter que sur lui-même. L'union avec l'Angleterre arrête l'essor de la *Domination* et paralyse l'énergie de ses hommes d'Etat. Le Canada est déjà une grande puissance maritime, sa marine marchande étant la troisième du monde entier, et les ressources matérielles du pays suffisent pour lui assurer une indépendance honorable, même à côté des Etats-Unis. Senlément, ces avantages ne lui servent pas à grand'chose aussi longtemps que la *Domination* dépendra du *Colonial-Office*. C'est donc uniquement pour créer une autre « Nouvelle-Angleterre » mieux disposée envers la mère-patrie que ne fut la première, que le *Times* ne cesse de recommander la politique dont s'indigne le patriotisme sentimental de M. Tennyson.

Tout le monde admettra volontiers que la politique coloniale du *Times* est remarquablement généreuse pour un organe aussi peu idéologue, et il est en effet très probable qu'au point de vue de l'expansion de la race anglaise, le Canada indépendant serait plus utile que ne l'est aujourd'hui la *Domination*. Il en est un peu autrement si l'on envisage la question au point de vue des intérêts politiques et commerciaux de l'Angleterre.

Un livre récemment publié par M. John Mathews, de Toronto, donne à cet égard quelques renseignements qui ne laissent aucun doute sur les résultats matériels et immédiats de la politique dont le *Times* s'est fait le champion. M. Mathews s'applique d'abord à réfuter M. Goldwin Smith, qui conteste l'utilité des colonies sous le rapport commercial, parce que le commerce de l'Angleterre avec les Etats-Unis n'a cessé d'augmenter malgré la séparation des treize Etats. En 1861, dit M. Mathews, la valeur totale de l'exportation anglaise était de 125 millions de liv. st., et plus de 20 millions pour les colonies et les possessions pour tout le reste du monde. La population coloniale ne s'élevait qu'à 7 millions environ, il est clair que les habitants des co-

lonies achètent proportionnellement beaucoup plus de produits anglais que les autres nations. La valeur de l'exportation anglaise pour toute l'Europe, à l'exception de la Turquie et de la Russie, étant de 44 millions de livres sterling, chaque habitant de l'Europe représente une consommation de 5 shillings 6 pence, tandis que dans les colonies la consommation des produits anglais s'élève à presque trois livres sterling par tête. Aux Etats-Unis, chaque individu achète en moyenne des produits anglais pour 11 shillings. Il y a là encore une différence tout-à-fait en faveur des colonies.

M. Mathews démontre également que malgré l'augmentation absolue du commerce avec les Etats-Unis depuis la déclaration de l'indépendance, la consommation relative des produits anglais a considérablement diminué. Avant 1774 l'importation anglaise s'élevait à plus d'un livre sterling par tête. Ces données statistiques ne sont pas sans importance lorsqu'il s'agit d'apprécier les conséquences économiques du système que l'école de Manchester engage le gouvernement à suivre dans ses relations avec les colonies. Elles autorisent à supposer que les financiers et les commerçants dont le *Times* expose les idées préfèrent une perte matérielle avec la sécurité au profit qui entraîne des risques constants. Il est inadmissible que ces hommes se fassent illusion sur la diminution relative du commerce anglais avec chaque colonie qui se transformerait en Etat indépendant.

D'un autre côté, la perte des colonies serait en même temps la perte de la suprématie maritime de l'Angleterre, suprématie qui, en effet, aurait perdu sa raison d'être, la grande flotte n'ayant d'autre but que de protéger les colonies et de maintenir la communication entre les différentes parties de l'empire. En cas de guerre maritime, les navires anglais ne pourraient plus se ravitailler dans les ports les plus éloignés, et M. Mathews fait remarquer avec raison que la conséquence inévitable de la séparation des colonies serait de rendre inutile la marine marchande, car il ne faut pas oublier que sur 40,000 navires appartenant à l'empire britannique, les colonies en possèdent plus de 10,000. Dans tous les cas, le livre de M. Mathews prouve que la question coloniale en est arrivée au point où il devient nécessaire de prendre une résolution définitive à leur égard.

Personnellement M. Mathews se montre partisan ardent de l'unité de l'empire et demande au cabinet de consolider cette unité par la création d'un Parlement fédéral. Mais malgré ses sympathies anglaises, il ne dissimule pas que le système actuel a soulevé un vil mécontentement dans les colonies, surtout depuis que le gouvernement a retiré les dernières garnisons anglaises. Il répète ce qu'il dit en 1870 les hommes d'Etat australiens : « Les colonies britanniques dégarées de troupes se trouvent dans une position exceptionnellement fâcheuse. Elles ont la responsabilité sans l'autorité et la dépendance sans la protection. Elles peuvent à chaque instant subir les conséquences d'une guerre sans avoir exercé la moindre influence sur la politique générale de l'empire et sans pouvoir compter avec certitude sur la métropole pour les protéger. Une pareille organisation ne saurait être permanente. Ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que pendant longtemps encore les idées du *Times* et de lord Granville prévaudront dans les conseils du gouvernement sur celles de M. Mathews.

Vers le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, le pays de Galles n'était guère connu encore que comme une contrée romantique d'aspect, singulière de mœurs, plus singulière encore de langage, et dans laquelle le touriste blasé cherchait des émotions que les banalités trop connues des bords du Rhin, de la Suisse, des Pyrénées et même de l'Italie ne pouvaient plus lui procurer. Avec le temps, on découvrit que la principauté légendaire renfermait, dans sa partie méridionale surtout, des trésors peu récréatifs pour l'antiquaire, mais singulièrement attrayants pour l'industrie métallurgique. Partout des bancs épais de houille, du minerai de fer presque égal à celui de la Suède, et des rivières détalées où la mer trouvait à s'enfoncer dans des estuaires tranquilles. Le vieux Cardiff, où l'histoire nous montre Robert Courtheuse, fils aîné de Guillaume le Conquérant, prisonnier pendant vingt-huit années de son frère Henri, devenait peu à peu un port de grande exportation; le midi de la France et l'Espagne y prenaient leurs charbons. Tout à côté se fondait Merthyr-Tydvil, simple village en 1750, aujourd'hui cité de 80,000 âmes, en attendant le reste, et centre d'une industrie rivale de nos industries des bassins du Gier et du Furens.

Laborieuse, tranquille, religieuse et même un peu puritaine, la population ouvrière qui s'agite dans les ruelles enflammées du pays de Galles n'en a pas moins voulu faire, elle aussi, sa grève, une grève colossale, par exemple, et que, sauf des rompus d'arithmétique insignifiants, nous nommerons la grève des soixante mille, pour parler, du reste, comme les principaux organes de la presse anglaise. A jour fixe, mineurs, forgerons, fondeurs, chargeurs, manœuvres, tous eurent un jour de grève.

Cette grève présente un caractère tout particulier qui la distingue des précédentes. Nous ne voulons pas parler de la tranquillité, de l'ordre et de l'accord, pour ainsi dire, solennel avec lesquels elle s'est produite, non. Mais les ouvriers du pays de Galles ont agi comme des défenseurs aux exigences des industriels et des patrons en tout genre. Ces patrons, et à leur tête M. Fothergill, député radical de Merthyr (un de ces radicaux à la française, qui brillent plus par la parole que par l'action, et surtout la souscription en tout genre), ont subitement déclaré que les salaires subiraient une diminution notable. Protestations des travailleurs; ténacité des industriels; enfin, conférences préparatoires entre les présidents des sociétés ouvrières et les délégués des patrons. « On affirmait, disaient en substance les premiers, que votre production n'a plus rien de rémunérateur aux prix actuels du travail; c'est possible; mais, de grâce, montrez-nous vos livres, et, finalement, voulez-vous que nous nous en rapportions à la sentence d'un jury arbitral choisi par les deux parties ? — Nous voulons bien vous montrer nos livres, répondaient les patrons, mais pas de jury arbitral : c'est à prendre ou à laisser. « Et, comme nous le disions plus haut, le même jour, à la même heure, soixante mille ouvriers se sont déclarés en grève ! Si l'hiver était moins élément, le contre-coup de cet arrêt de travail se serait déjà fait sentir sur nos côtes de l'Océan et de la Méditerranée, qu'approvisionne d'ordinaire la houille de Cardiff.

Nos lecteurs voudront bien remarquer que nous ne sommes pas assez bien renseignés pour faire une distribution impartiale et raisonnée des torts; nous constatons un fait, voilà tout; c'est qu'une grève colossale vient s'ajouter à toutes celles qu'on y avait vues éclater depuis peu. Un jour, les travailleurs agricoles s'enrôlent au mot magique de solidarité; un autre jour, le grand bassin ouvrier de Newcastle s'insurge; un autre jour encore les ouvriers boulangers, les ouvriers du gaz, les cochers, les policemen eux-mêmes se déclarent en grève; enfin soixante mille travailleurs animés d'une sombre résolution signifient à leur tour au ca-

pital et à l'industrie leur non *possumus*. C'est grave, bien grave; car enfin, si dans cette orquestralement Albion, dont le sol est possédé par moins de cent cinquante mille propriétaires, et qui, sur une population (nous parlons de l'Angleterre seulement) de vingt millions d'âmes, renferme une proportion de cinq ouvriers industriels contre deux travailleurs agricoles, un arrêt du travail se manifestait; si surtout les travailleurs agricoles se joignaient aux autres, on pourrait craindre de voir d'étranges choses. (Constitutionnel.)

— On lit dans l'*Echo* du 4 : « On n'a aucun détail nouveau du théâtre du sinistre et, chose curieuse, on ne voit survenir aucune épreuve. Par intervalles, et suivant la direction du vent, on aperçoit les trois mâts du *Northfleet*, ce qui prouve que le navire coulé bas n'a pas changé de position.

« Bien que le vent soit favorable aux opérations des plongeurs, la mer est encore trop dure pour que l'on puisse se livrer à ces opérations. »

#### Italie.

On écrit de Rome au *Wiener Abendblatt* : « Je puis vous donner des détails des plus curieux et absolument certains sur l'audience que le nouveau représentant de la France, M. de Corcel



**Faibles divers.**  
Un duel dans le monde aquatique, raconté par l'événement.  
« Ceci se passait sous le pont de Vincennes (Oise). Le champ de bataille était une nappe d'eau tranquille, à la surface, de laquelle des centaines de nœuds flottants reflétaient les pâles rayons du soleil d'hiver.  
« Les adversaires, une carpe énorme, vieille d'un moins cent cinquante ans, et un gigantesque brochet, se rencontrèrent vers dix heures du matin.  
« La bataille commença, acharnée et accidentée de milles péripéties. La carpe faisait hors de l'eau des bonds désespérés d'un mètre de haut, franchissant les nœuds comme un cheval de course franchit les haies. Chaque fois que le brochet l'atteignait, il enlevait quelques écailles de son ennemi, qui lui administrait en échange un formidable coup de queue. Enfin la vieille carpe, atteinte à la

tête, battit deux ou trois fois l'eau de sa queue et tourna son ventre d'argent à l'air.  
« Le brochet commençait à déjeûner avec appétit du cadavre de son ennemi, à fleur d'eau, quand un coup de fusil partit de la rive gauche et envoya le brochet rejoindre la carpe dans l'autre monde des poissons.  
« Les deux victimes furent repêchées, et le chasseur, un des gardes du duc d'Anjou, ramena la carpe comme une des pensionnaires de son maître. Elle avait mystérieusement disparu d'un des bassins du duc, il y a sept ans. C'est une carpe historique, du nom de Gabrielle. Elle était née sous Louis XV, au palais de Versailles, et avait été donnée par le roi à M<sup>me</sup> de Parabère. Elle a également appartenu au roi Charles X.  
— On nous écrit de Marseille, le 31 janvier :  
« Nous venons d'avoir à Marseille un triste pendant de l'affaire Duval et Lucy.  
« Le fils d'un de nos plus riches agents de

change, M. Arnaud, vient de se brûler la cervelle, pour une femme du monde interlope. Ce jeune homme, âgé de 18 ans à peine, s'était épris d'une Lafa de troisième catégorie qui jugea à propos, il y a deux jours, de quitter notre ville. Le jeune Arnaud voulut la suivre. Il quitta précipitamment le domicile paternel et se rendit à la gare. Mais la mère, au courant de cette intrigue, se mit à sa poursuite, et le rejoignit au moment où il allait monter en wagon. Il y eut une scène très-vive entre la mère et le fils, qui fut obligé de revenir à la maison. On croyait l'incident vidé lorsque, dans la soirée, le jeune Arnaud, quittant brusquement le salon où il causait avec ses sœurs, alla prendre dans la chambre de son père un pistolet à balle forcée. Il revint dans le salon et, en présence de ses sœurs effarées, il s'appliqua le canon de l'arme à la tempe droite et se fit sauter la cervelle.  
« Inutile de dire que la mort a été instantanée. Je ne vous dépeindrai pas la douleur de

la famille. La mère est comme folle de désespoir et le père est malade de chagrin. Tout le quartier de Longchamps, où loge la famille Arnaud, a été mis en émoi par cet événement tragique. L'enterrement a eu lieu ce matin, au milieu d'un concours énorme d'amis. Tous nos agents de change, tous nos financiers et nos principaux négociants ont tenu à donner à la famille si cruellement éprouvée un éclatant témoignage de sympathie.  
— Voici les aventures d'un Chinois. Elles sont assez malheureuses pour en parler. Le Standard raconte que Tin-Sang, originaire du Céleste-Empire, a été admis en qualité de balayeur dans les bataillons de l'Hôtel-de-Ville. Quelle série d'infortunes l'a amené là ? Tin-Sang était parti de Chine pour San-Francisco, où, au service d'un mineur, il fit quelques économies. S'étant lancé dans le commerce du pétrole, il gagna en quelques mois près de cent cinquante mille dollars. Possédé du démon lit-

teux, Tin-Sang abandonna le pétrole pour fonder un journal quotidien, le *Baltimorean-Post*.  
Il parlait et écrivait parfaitement l'anglais, mais cela ne suffisait pas pour le journalier, et les cent cinquante mille dollars disparurent en épreuves. Parti pour Londres, ce Chinois intelligent et malheureux y a mangé les quelques sous qui lui restaient encore, à ce point qu'il en est réduit aujourd'hui à manier le balai le long de nos trottoirs.  
— La cour d'assises de l'Ain vient de rendre son verdict dans une affaire d'assassinat, commis à Vannes, le 7 décembre dernier. Une femme avait tué à coups de fourche l'enfant de son mari, une petite fille de trois ans. Cette marâtre s'était précipitée sur la malheureuse enfant et lui avait brisé le crâne avec une féroce inépuisable.  
Les débats avaient attiré, au palais de justice de Bourg, une foule nombreuse, qui a plus

d'une fois accueilli par des frémissements d'horreur le récit des actes de féroce de cette mégère, qui n'est âgée que de vingt-sept ans !  
Le jury a admis des circonstances atténuantes, qui ont épargné à l'accusée une condamnation à mort. Elle n'en a pas moins été condamnée aux travaux forcés à perpétuité.  
**ÉTABLISSEMENT HYDROPATHIQUE**  
des docteurs *Atanassiev et Waldenberg* avec une annexe pour traitement au moyen de l'électricité, de l'oxygène et de la pulvérisation. Troitski pérouok, n° 7.  
Docteurs consultants : M. le professeur E. I. *Bojanowski*, diagnostic des maladies chirurgicales, les dimanches de midi à 1 h. ; M. le professeur J. V. *Zabieline*, thérapie des maladies, les jeudis de 9 à 11 h. ; M. le professeur M. M. *Roudnev*, diagnostic des maladies internes, les mardis de midi à 1 h. ; M. le professeur M. V. *Florinski*, diagnostic des maladies de femmes et d'enfants, les lundis de midi à 1 h.  
272

**Spéctacles**

**Du 31 janvier.**

GRAND THÉÂTRE.—Opéra italien. 2<sup>e</sup> abon. 17<sup>e</sup> repr. — La Traviata, opéra en 3 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE MARIE.—Лонгриль, музык. др. въ 3 д. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA.—Камарская старина, драма въ 5 д. и 8 к. Жилецъ съ трюм-бономъ, под. въ 1 д.

THÉÂTRE MICHEL.—2<sup>e</sup> Abon. 20<sup>e</sup> et letzte Vorstellung. — Ein polnischer Jude, Schauspiel in 3 Akten; Der Kassenschlüssel, Lustspiel in 1 Akt; Aennchen vom Hofe, Schwank mit Gesang in 1 Akt. — (7 Uhr.)

THÉÂTRE BOUFFE.—« Les Griffes du diable » avec le concours de M<sup>lle</sup> SILEY, 3<sup>e</sup> abonnement 2<sup>e</sup> représentation. — (8 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

**Bulletin météorologique.**

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Mardi 30 janvier (12 février).

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État du ciel.	Température à 0 val. norm.	État de la val. norm.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	761 0	+26	-11.0	-2.2	82	10	S 3
7 h. m. auj.	766 4	-1.8	-8.0	1.7	94	10	S 2
1 h. ap.-m.	763 4	-5.0	-4.5	3.2	95	10	S 2

Depuis hier 1 h. après-midi — 2.6 millimètres de neige.

**Du 29 janvier (10 février).**

Paris.	764	-1	+2	-2	10	N 4
Vienne.	742	-4	+1	-1	10	N 3 1
Prague.	743	-2	+0	-1	6	N 3
Cracovie.	744	-1	+2	-1	10	NE 2
Trieste.	758	-7	+6	-3	10	E 4
Rome.	754	-5	+10	-6	3	E 6
Constant.	765	-1	+8	-2	10	N 2
Sébastopol.	765	+5	+3	+3	87	E 2
Catharib.	741	+4	-19	-3	88	SO 5
Tiflis.	750	+4	-13	-6	88	SO 3
Barnaul.	757	+2	-16	-4	80	SE 1
Irkoutsk.	725	+4	-23	-4	4	NE 3
Nicolaiev.	761	+4	-26	-5	1	O 3

Pluie. Idem. Idem. Hier pluie.

Kiew	748	+3	-11	-8	93	10	SO 2
Odesa	756	-1	-4	-1	100	E 3	
Nicolaiev	762	0	-7	-3	87	10	E 5
Kharkov	753	-15	-8	-7	0	NE 2	
Moscou	754	+8	-10	-5	84	10	S 1
Kazan	760	-12	-1	-3	83	10	O 4
Catharib.	741	+4	-20	-4	88	0	O 4
Orenbourg	760	+3	-22	-1	80	3	E 10
Iriga	753	-1	-2	+1	50	10	S 2 <sup>11</sup>
Staropol	711	-1	-2	+1	25	10	NE 2
Novoross	761	0	+0	-1	98	10	NE 3
Nicolaiev	760	+1	-20	-9	5	5	

<sup>1</sup> Neige. <sup>2</sup> Hier neige. <sup>3</sup> Idem. <sup>4</sup> Idem. <sup>5</sup> Neige. <sup>6</sup> Idem. <sup>7</sup> Idem. <sup>8</sup> Hier neige. <sup>9</sup> Neige. <sup>10</sup> Nuit neige. <sup>11</sup> Neige.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Baisse générale du baromètre sur toute la Russie, avec des vents prédominants du Sud, et un temps assez doux; sur les provinces méridionales règne encore un assez grand froid. Au Nord-Ouest de l'Empire il a neigé hier et aujourd'hui matin.

**Les frères et sœurs de**  
**M<sup>me</sup> EMILIE VASSILIEVNA BADER**  
ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent de faire en la personne de leur bien-aimée sœur, décédée le 28 janvier.  
Le service funèbre aura lieu le 1<sup>er</sup> février à l'église de St-Anne, rue Fourschtskaja, à une heure de l'après-midi, et l'inhumation au cimetière de Volkovo.  
Il n'y aura pas d'invitations spéciales.

**AVIS AUX DAMES.**  
Achat de tous les articles de toilettes, neufs et d'occasion. — Prés du pont d'Amitchkov, Troitski pérouok, maison n° 8, logement n° 3.  
223

**PENSIONNAT**  
POUR JEUNES FILLES  
de M<sup>lle</sup> LUCIE CRAIN.  
Berlin, Landgrafenstrasse, n° 3.  
Soins physiques scrupuleux, éducation solide religieuse; telle est la principale tâche du pensionnat. Prospectus et plus amples renseignements chez la directrice.  
H. V. 261

**PRIMEURS**  
Pommes de terres nouvelles, choux-fleurs, laitues, chicorée, artichauts.  
**MARÉE**  
Soles, raies, homards et huîtres.  
**CHARCUTERIE**  
Saucissons de Lyon, d'Arles, de Bayonne, et Pâtés de Strasbourg.  
50, Marché Apraxine, près l'école Kommissarov, 50

**ON CHERCHE À LOUER** une maison ou un appartement de 20 à 30 chambres, qui pourraient servir comme chambres garnies. S'adresser au bureau de la St-Petersb. Zeitung, sous les init. J. B. 24. 277

**A LOUER** pour cause de départ un appartement de 6 pièces, meublé à l'européenne, avec bain, eau et bois, pour 200 r. par mois, à partir du 1<sup>er</sup> mai. S'adresser pont Vossensky, maison Makarov, au bel-étage, n° 2. 276

**Just Received:**  
Scotch Oatmeal, American Honey and mild, English Cheshire and Cheddar Cheese.  
8, Gorokhovaia, The English Magazine, near the Mal. Mors. 275

**CIRQUE HINNÉ**  
PLACE MICHEL.  
Aujourd'hui mercredi 31 janvier  
**GRANDE REPRÉSENTATION**  
avec les concours des artistes nouveaux.  
On commencera à 7 heures 1/2.  
Prix des places comme à l'ordinaire.  
Demain jeudi 1<sup>er</sup> février, grande représentation.  
Samedi 3 février au bénéfice de M. C. Hinné fils, grande représentation. Le bénéfice sera partagé à l'égalité entre M. Hinné, le haras de M. Mestier, dressé en peu de temps pour la haute école.  
Le directeur Ch. Hinné.

**UNE JEUNE** Française, nouvellement arrivée de Paris, désirerait trouver une place de lectrice. S'adresser au bureau du journal, librairie Melier, sous les initiales V. B. 270

**UN JEUNE HOMME FRANÇAIS** désire avoir le logement et donner en échange des leçons de français. S'adr. au bureau du journal, lib. Melier, 1 ont de Police, au init. J. H. P. 265

**LE DEPOT GÉNÉRAL**  
DE MON  
**EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS**  
se trouve au magasin de M<sup>lle</sup> Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpitchnoi pérouok, maison Kononow.  
Prix du flacon 1 r. 20 c.  
J. G. Popp, à Vienne.  
médecin dentiste de la cour imp.-royale.

**LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS**  
Grafton House, Richmond Hill, London.  
Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés.  
H. V. 30

**PROFESSORAT**  
Office à Genève, Côté, n° 11.  
Placement des professeurs et des institutrices dans les familles et les institutions publiques et privées. Inscription gratuite.  
H. V. 202

**MAGASIN DE TABLEAUX, D'ANTIQUITÉS**  
ET DE  
**CURIOSITÉS**  
**D'ALEXANDRE NEGRI**  
FOURNISSEUR DE LA COUR IMPÉRIALE  
perspective Nevsky, n° 14. 17

**VENTE EXCEPTIONNELLE.**  
La collection des livres de feu M. de Jaenisch, le célèbre joueur d'échecs, environ 240 volumes de différents ouvrages fort rares sur le jeu d'échecs, est à vendre à très-bon marché à St-Petersbourg, 10<sup>e</sup> ligne, régiment Ismailow, maison n° 21, logement n° 2, chez M. Tchepournow.  
263

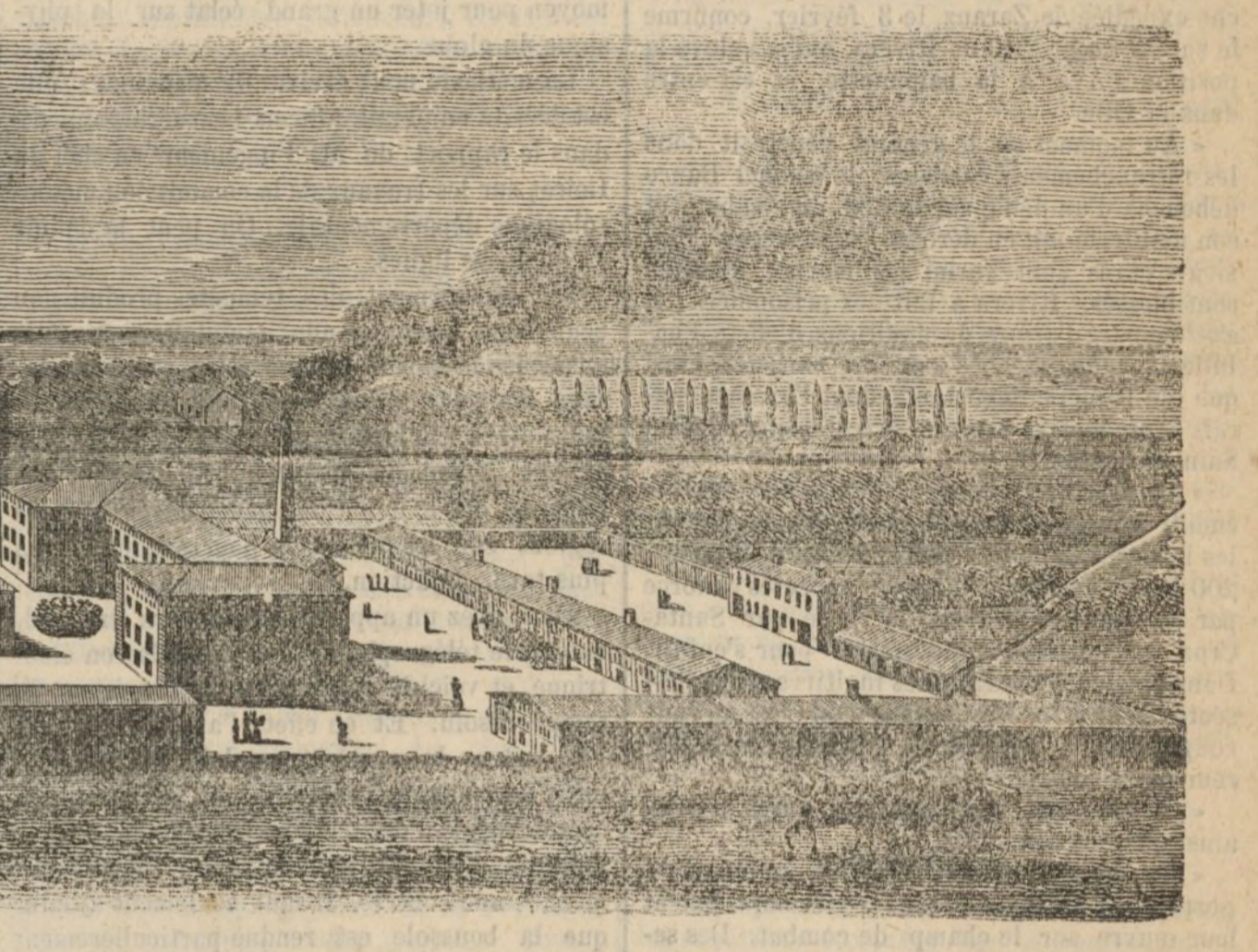
**SOIRÉE**  
avec grande illumination à la lumière électrique et deux orchestres à la glissoire du Yacht-Club fluvial de St-Petersbourg au jardin Youssouppov, mercredi 1<sup>er</sup> février prochain, à 7 heures et demie du soir.  
Le prix d'entrée pour MM. les membres du club comme pour MM. les étrangers recommandés par eux, ainsi que pour MM. les abonnés, est fixé jusqu'à mardi 31 janvier à 1 r., le jour de la fête à 1 r. 50 c. On peut se procurer des billets à la glissoire.  
264

**G. R. LE CENT**  
**CIGARES DE BRÈME**  
première qualité  
magasin de Sarepta 225  
au coin de la rue Novo-Issakiévskaja et du Konngovardeisky pérouok.

**GRAND HOTEL DE L'ATHÉNÉE**  
Paris, 43, rue Serbie, Paris.  
(Près le Nouvel Opéra).  
Nouvel hôtel. — Bains à chaque étage. — Salons de conversation et de lecture. — Panoir. — Salle de billard. — Restaurant à la carte.  
— ASCENSEUR —  
(MACHINE À MONTER LES VOYAGEURS).  
30 O. P. F. VAUTIER, directeur.

**AVIS**  
DE LA  
**DIRECTION DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE TAMBOW-KOZLOW.**  
En vertu de la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer de Tambow-Kozlow et de l'autorisation de S. Exc. le ministre des finances, à partir du 7 février 1873 aura lieu la direction de la Compagnie (St-Petersbourg, Petite Morskaja, n° 7), l'échange des actions actuellement en circulation contre des actions nouveau modèle. En outre, le dividende à calculer pour 1872 ne pourra être payé que sur des coupons d'actions du nouveau modèle et tous les coupons des anciennes actions sont considérés comme non avenus. Cet échange aura lieu les lundis, mercredis et vendredis de 11 heures à 2 heures de relevée (hormis les jours de fête) : à cet effet, il a été préparé à la direction des formulaires pour la déclaration et l'inscription des numéros d'actions et de plus chaque action présentée à être échangée doit porter l'endossement en blanc.  
266

**Tabacs de la compagnie de Dresde «L'UNION»**  
sortant de sa fabrique, se vendent en toutes sortes de cigares, cigarettes, tabac à priser et à fumer, dans son magasin perspective Nevsky, maison n° 80, seconde maison de la Liteinaia.  
Le magasin se recommande à l'honorable public. Des prix courants se distribuent au magasin.  
188



**LE MAGASIN DE JOUETS EN GROS ET EN DÉTAIL**  
DE  
**THÉODORE ROLAND**  
BERLIN, Scharrnstrasse, n° 4,  
se recommande pour ses nouveautés, étant spécialement muni des articles de bon débit en Russie. — Service consciencieux et à des prix modiques, mais seulement au comptant.  
Soigneux emballage.  
H. V. 262

**LA DIRECTION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE**  
CONTRE  
**l'incendie fondée en 1827**  
a l'honneur d'annoncer que conformément au § 37 des statuts de la Compagnie l'assemblée générale annuelle ordinaire de MM. les actionnaires est fixée au 4 février, à deux heures de relevée. L'assemblée générale aura lieu dans la propre maison de la Compagnie, près du pont Bleu, quai de la Moïka.  
Conformément au § 32 des statuts le compte-rendu de la Compagnie pour 1872 avec les livres et les comptes sont, à partir du 22 janvier, mis à la disposition de MM. les actionnaires de la Compagnie pour examen préalable.  
152

**CONSEIL DE CURATELLE**  
DE  
**L'ÉCOLE DES MÉTIERS DES CHEMINS DE FER D'ALEXANDROVSKY.**  
Le conseil de curatelle a l'honneur de porter à la connaissance générale, que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1873 son siège se trouve à St-Petersbourg, quai Anglais, maison n° 4.  
274



**THE LITTLE WANZER**  
véritable machine à coudre américaine à couture double et régulière, mise en mouvement par la main ou le pied, remarquable par la solidité et la simplicité de sa construction unie à une grande finesse et élégance de travail. La parfaite convenance de cette machine à l'usage des familles a sa preuve dans ce fait qu'actuellement dans l'Angleterre seule il y a environ 40,000 de ces machines en activité. La commission pédagogique royale en Irlande a reconnu « The Little Wanzer » comme la meilleure machine à coudre et l'a choisie pour être employée dans toutes les écoles d'Irlande. G. T. Thorpe, agent général pour toute la Russie, a son magasin et son comptoir à St-Petersbourg, perspective Nevsky, entre la Grande et la Petite Morskaja, n° 11, log. n° 19. — Ces machines sont aussi en vente chez Brink et C<sup>o</sup>, Gostomir Dvor, n° 132. — Agents pour Moscou, Shanks et Bolin, magasin anglais, pont des Marchaux. — Nous ne garantissons l'authenticité des machines « The Little Wanzer » que lorsqu'elles ont été achetées chez nos agents.  
3522  
R. M. Wanzer et C<sup>o</sup>, Hamilton (Amérique).

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 30 JANVIER 1873.

CHANGE, FONDS PUBLICS, CHEMINS DE FER.	ACTIONS ET OBLIGATIONS.	VALEUR primitive.	Ache- teurs.	Ven- deurs.	VENTES faites.	ACTIONS ET OBLI- GATIONS.	Valeur primi- tive.	Ache- teurs.	Ven- deurs.	VENTES faites.
--	-------------------------	-------------------	-----------------	----------------	-------------------	------------------------------	---------------------------	-----------------	----------------	-------------------

COURS DU CHANGE EN ARGENT.	DEMI-IMPÉRIALE	6 r. > c. 6 r. 02 c. > r. > c.		VALEURS industrielles	Chemin de fer (actions).		Chemin de fer (obligations).		Chemin de fer (obligations).	
Londres... 3 mois, 32 1/4, 22 1/2, 3/4 p.	40/0 Mët. Févriér.	>	>	>	>	>	>	>	>	>
Amsterdam... 3 mois, 16 1/4, 1/2 cents	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
Hambourg... 3 mois, 27 1/2 mt.	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
Paris... 3 mois, 34 1/2, 34 c	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
Belgique... 3 mois, cent.	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
BERLIN... 15 jours, 91 1/2 th. pour 100 r.	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
Escompte 7 r., 7 1/2 r. 0/0	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
VALEURS NON LIBÉRÉES.	Ache- teurs.	Ven- deurs.	VENTES faites.							
Chemin de fer (actions).										
Libau										
Brest-Gravel (70)										
Moscou-Brest										
Valeurs indust.										
Banque internat. de St-Petersb 1 <sup>er</sup> ém.	216 1/2	217 1/2								
> 2 <sup>e</sup> ém.	142	143	142, 142 1/2							
Oblig. 6 0/0 du Mont de Piété (125)	107									
Société d'entrepôts sur Golodol (100)										
Lloyd russe (250)										
Banq. Russe pour le comm. étrang. (100)	136									
Soc. russe Métall. et de Constr. mécaniq.										
Banque de commerce d'Azov-Don (175)	225									
Banque de commerce de Riga (100)	168									
Banque de comm. de Rostov sur Don (175)										
Banque d'Esc. de St-Petersb. (75) 2 <sup>e</sup> ém.	152									
Act. de la Banque fonc. de Toulou (50)	80									
Act. de la Banque fonc. de Paltava (50)										
Société russe de Constr. (50)										
Comp. du Nord des assurances et d'ent. de march. avec em. de warrants (125)										
Act. de la Banque fonc. de Khar'kov (62 1/2)										
Act. de la Banque fonc. de Nijni-Novgorod-Samara (62 1/2)										